



La Commune



Appel à l'union sacrée

Etat espagnol : après les élections municipales

La campagne des élections municipales et régionales partielles du 27 mai s'est centrée sur les négociations " secrètes " engagées par le gouvernement avec ses partenaires basques sur la résolution du conflit séculaire entre l'État espagnol, le peuple basque et ses organisations nationalistes, le Parti populaire accusant Zapatero de s'agenouiller par faiblesse devant celles-ci. Mais la polémique aura vite tourné court puisqu'au lendemain d'élections qui n'ont fait que confirmer l'affaiblissement du PSOE, Zapatero vient de lancer un appel à l'union nationale face au terrorisme.

Son ministre des affaires étrangères, Moratino, s'est empressé d'entériner cet appel en proposant au Congrès des Députés, à l'unisson avec Rajoy, le secrétaire général du PP et dauphin d'Aznar, que ... l'on ajoute des paroles à l'hymne de la monarchie restauré en 1967 par Franco et validé en 1977 par le PCE de Santiago Carrillo et le PSOE de Felipe González. Le moment est donc venu de resserrer les rangs autour des institutions monarchiques héritées du franquisme, ce que d'aucuns ne cessent de marteler dans les médias.

Abstentions

C'est avec un taux record d'abstention et de bulletins blancs et nuls, seulement dépassé par celui du référendum sur la constitution européenne, que les travailleurs se sont en effet exprimés, désertant les urnes, manifestant une fois de plus leur rejet de tous les partis ayant eu des responsabilités à un quelconque niveau de l'État. Et le phénomène s'est étendu, affectant toutes les villes et les régions autonomes et plus particulièrement la Catalogne, l'Andalousie, Madrid, Valence, Murcie et le Pays Basque (notons qu'ici et en vertu de la loi sur les partis, la moitié des listes de l'ANV (Action nationaliste basque), avait été annulée et que le PP exige du gouvernement de les invalider toutes). Le scrutin a donc dégagé une courte - 159 000 voix - mais très significative majorité pour le Parti Populaire qui risque de s'amplifier aux élections générales qui se tiendront en mars 2008. En effet, les travailleurs ont apprécié à sa juste valeur les véritables objectifs d'un gouvernement qui vient de décréter le placement en valeurs variables à la bourse des fonds de réserve de la sécurité sociale, à hauteur de 30 %, suite à un accord avec les syndicats CCOO, UGT et les patrons. Ces fonds représentent l'excédent positif de la Sécurité Sociale et s'élèveraient à 5 % du PIB. Pour mettre en oeuvre ce projet scélérat contre la classe ouvrière, les syndicats ont donc dû donner leur aval également à la modification de la loi en vigueur, " trop rigide ", de l'avis du gouvernement, car elle interdisait jusqu'ici de remettre de l'argent public à des gestionnaires privés. Un pas de plus a donc été franchi dans le sens de la remise entre les mains des banques et assureurs privés de l'épargne de tous les travailleurs.

Ajoutons que l'annonce de cette nouvelle arnaque du gouvernement Zapatero est passée inaperçue dans les médias.

Consensus tous azimuts

Les tractations vont maintenant bon train pour essayer d'assurer la stabilité à tout prix comme l'a demandé expressément le secrétaire général des CCOO, Fidalgo, dans une déclaration à la presse le jour même où les patrons appelaient, eux aussi, à " *un consensus politique minimum sur tous les sujets d'État : enseignement, justice, organes régulateurs et cadre institutionnel* ". Et le consensus a l'air de bien se porter, s'étendant et s'étirant sans limites : ainsi en Andalousie les maires de IU et du PSOE de deux circonscriptions seront élus avec les voix de ... Phalange Authentique et de dissidents du Parti populaire. Relevons par ailleurs que IU vient de perdre pour la première fois à Cordoue la majorité absolue qu'elle détenait jusqu'ici. En Navarre, le PSOE hésite, lui, entre s'allier avec la liste de Nafarroa Bai - une coalition d'organisations de gauche et de nationalistes - ou l'UPN, apparentée PP.

Rappel à l'ordre

La visite de Condoleeza Rice aura mis, par ailleurs, les points sur les / sur les changements qui se seraient produits en politique internationale depuis l'arrivée de Zapatero au gouvernement, puisqu'elle est venue rappeler au valet de la monarchie ses engagements en Afghanistan, où les troupes espagnoles ne se dépenseraient pas assez à son goût, ce à quoi il s'est empressé de répondre en l'assurant de sa ferme détermination à lutter contre le terrorisme ...

Modifié le mercredi 27 juin 2007

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »